

France

28/04/2023

Le PIB progresse de 0.2% grâce aux exportations

Le PIB français a progressé de 0.2% sur le trimestre, mais cette progression provient quasiment uniquement de la normalisation de la situation sur les chaînes d'approvisionnement qui ont permis une forte progression des exportations. À côté de ça, la demande intérieure est en repli et les perspectives pour la suite de l'année restent ternes.

Les exportations permettent au PIB de progresser

En France, le PIB a augmenté de 0.2% au premier trimestre. La progression du PIB est à mettre sur le compte du commerce extérieur, qui contribue de 0.6 points à la croissance grâce à des exportations plus dynamiques que des importations (+1.1% sur le trimestre versus -0.6%). Le dynamisme des exportations provient surtout du rebond des exportations de matériel de transport (+9.5% sur le trimestre), rendu possible grâce à l'amélioration des contraintes sur les chaînes de productions. En revanche, la consommation des ménages stagne sur le trimestre, après une chute de 1% au quatrième trimestre 2022. La France a évité de justesse une nouvelle chute de la consommation, grâce à un redressement de la consommation d'énergie (+3.7% vs -6.4% le trimestre précédent). Mais celui-ci est partiellement causé par la fin des aides du gouvernement au paiement des factures d'énergie. La consommation alimentaire continue sa chute vertigineuse, en baisse de 2.3% sur le trimestre contre +3.1% le trimestre précédent. La consommation de biens par les ménages diminue de 0.2% sur le trimestre, mais les détails indiquent que la situation s'est très fortement détériorée au cours du trimestre, la consommation de biens chutant de 1.3% sur un mois en mars, après -0.8% en février et +1.6% en janvier. La formation brute de capital fixe total chute de 0.2% sur trimestre, mais celle des ménages se replie davantage, de 1.4%, en lien avec la forte hausse des taux d'intérêts qui plombe l'investissement en logement. La contribution de la demande intérieure à la croissance est donc négative, à -0.1 points, tout comme celle des stocks, à -0.3 points. Notons que les données des deux trimestres précédents ont été revus à la baisse. Le PIB avait donc progressé de seulement 0.1 au troisième trimestre 2022 et avait stagné au quatrième trimestre, mais la croissance moyenne pour 2022 reste de 2.6%.

Les perspectives pour la suite de l'année demeurent ternes

In fine, la progression du PIB français au premier trimestre provient quasiment uniquement de la normalisation de la situation sur les chaînes d'approvisionnement qui ont permis une forte progression des exportations. À côté de ça, la demande intérieure est en repli. Cela n'est pas de bon augure pour les prochains trimestres. En effet, les enquêtes auprès des entreprises indiquent que l'effet d'amélioration des chaînes d'approvisionnement s'estompe et que les industriels sont assez négatifs pour les prochains mois, en lien avec le ralentissement économique mondial. Les exportations risquent donc de progresser beaucoup moins vite dans les prochains trimestres.

Dans le même temps, la confiance des consommateurs ne se redresse pas, contrairement aux autres pays européens, elle reste à un niveau historiquement faible. En outre, le taux d'épargne a recommencé à augmenter et, selon les enquêtes, les ménages veulent épargner davantage au cours des prochains mois. Cela implique que les ménages vont probablement beaucoup moins puiser dans leur épargne accumulée pendant le covid pour soutenir leur consommation. La progression de la consommation risque donc de rester très modérée, même si elle pourrait repartir légèrement à la hausse au deuxième trimestre avec la diminution des protestations et manifestations contre la réforme des retraites. Les investissements devraient rester très faibles, dans un contexte de taux d'intérêt qui continuent à augmenter. Les perspectives pour la suite de l'année demeurent donc ternes. Nous prévoyons une croissance de 0.7% en 2023 et de 0.7% en 2024, après 2.6% en 2022.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.